

et faisant le service entre Saint-Jean et Moncton?

L'hon. M. COCHRANE (ministre des Chemins de fer et des Canaux): J'ai demandé le renseignement par dépêche, mais je n'ai pas encore obtenu de réponse.

#### RECTIFICATION.

Le très. hon. sir ROBERT BORDEN (premier ministre): Mon honorable ami le ministre des Finances me fait savoir qu'en parlant, hier soir, du concours que notre pays prête au gouvernement anglais dans la prise de mesures pour le paiement des munitions de guerre achetées au Canada, j'ai donné des chiffres insuffisants. Au lieu de dire que le total des avances faites dans ce but est de \$175,000,000, dont \$75,000,000 ont été fournis par le Gouvernement canadien et \$100,000,000 par les banques, j'aurais dû annoncer que les sommes ainsi avancées se chiffrent, en tout, à \$270,000,000, dont \$150,000,000 fournis par le Gouvernement fédéral et \$100,000,000 par les banques.

#### SUITE DE LA DISCUSSION SUR LE DISCOURS DU TRONE.

Le Chambre passe à la suite de la discussion de la motion de M. G. C. Wilson (Wentworth) pour une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours d'ouverture de la session.

M. E. M. MACDONALD (Pictou): Monsieur l'Orateur, je désire tout d'abord vous féliciter de votre élection au poste à la fois élevé et distingué de président des communes canadiennes. Enfant de la même province que vous, représentant d'une circonscription très voisine de la vôtre et, précieux avantage, vous connaissant depuis le bas âge, je ne doute pas que vous vous en teniez aux traditions que se sont fait un honneur de suivre les hommes publics qui, avant vous, ont donné du lustre à votre charge; et nous comptons que vos décisions seront marquées au coin de la distinction et de l'impartialité. Je désire aussi faire part du contentement et du plaisir que me procure le ton élevé des discours des deux parrains de l'adresse.

Le discours de Son Excellence embrasse assez peu de sujets dont on puisse dire qu'ils prêtent à la discussion. Le Gouvernement a rappelé, je le constate avec plaisir, que la Confédération canadienne comptera bientôt cinquante ans d'existence et que, le 1er juillet prochain, le Dominion célébrera ou devrait célébrer le cinquantième anniversaire de son établissement. Ne connaissant point

[L'hon. M. Pugsley.]

les projets dont le Gouvernement se propose de saisir la Chambre, en vue de marquer cette date de façon toute particulière, je ne puis dire s'ils seront approuvés ou non.

Etant de ceux qui estiment que l'événement devrait être commémoré, bien que nous sommes en guerre; croyant qu'il n'est point de terre aussi belle que la nôtre et qu'il est de notre devoir, en tant que représentants d'un peuple libre, de veiller à ce que la gestion des affaires du pays ne porte pas préjudice aux braves soldats qui se battent pour nous, et en même temps prépare pour l'occasion de leur retour, un état de choses vraiment digne d'eux, je considère, monsieur l'Orateur, que cet anniversaire devrait être célébré de quelque façon particulière en toutes les parties de notre vaste pays.

Une conférence, nous dit-on, doit avoir lieu dans la capitale de l'empire, à laquelle prendront part les membres du conseil de guerre et les premiers ministres des dominions d'outre-mer. Le pays ne saurait manquer d'approuver l'attitude que le chef de l'opposition prenait hier en déclarant que les membres de la gauche sont prêts, du premier au dernier, à tout faire pour que le représentant du Canada puisse prendre part à cette conférence. Il importe de faire remarquer qu'on ne laisse pas de trouver quelque peu à redire en Angleterre à ce qu'à la suite d'un remaniement ministériel datant de deux mois à peine et tendant à une plus vigoureuse poursuite de la guerre, et qu'après avoir décidé de ne s'en remettre désormais qu'à une ou deux personnes du soin de la diriger, l'on propose maintenant d'adjoindre au conseil de guerre les premiers ministres des colonies pour qu'ils donnent leurs avis sur le gros problème que constitue la conquête de la victoire. Je me demande si le porte-parole du Canada sera bien capable d'aider à amener le dénouement sur lequel nous comptons tous.

J'ignore s'il a reçu du pays, à l'égard de cette conférence, un autre mandat que celui d'exprimer à la mère patrie notre inlassable dévouement tant que la victoire n'aura pas été achevée. En ce qui concerne les questions qui touchent particulièrement aux in-avec la guerre, il me semble à moi, Canadien, que le Canada suivra avec intérêt les délibérations de cette conférence,—le peuple aussi bien que le Parlement se réservant le droit de décider en dernier ressort les questions qui touchent particulièrement aux intérêts de notre libre Dominion, comme partie intégrante de l'empire.

À l'heure actuelle, primant toute autre considération, c'est la guerre qui doit fixer l'attention de cette Chambre. Depuis